



2019 se termine sur une inquiétude et un espoir

L'inquiétude, c'est celle de voir définitivement laminés le modèle social, né à la fin du 2nd conflit mondial et dont nous avons hérité, ainsi que l'esprit de solidarité.

L'espoir, ce sont les mobilisations exceptionnelles de cette fin d'année, du jamais vu depuis bien longtemps.

Avons-nous tant changé de siècle que les solidarités n'auraient plus lieu d'être ? Ne seraient-elles plus sociétés ? Certes nous ne sommes pas partout dans un mouvement de grève reproductible qui obligerait très vite à reculer le gouvernement et les intérêts financiers qu'il sert. Mais le mouvement de grèves et de manifestations d'ores et déjà massif est soutenu par une large partie de la population malgré les tentatives de décrédibilisation dont il est victime de la part des thuriféraires divers du gouvernement Macron.

Ils ne vivent pas dans le même monde que nous !

Nous connaissons déjà les dégâts du « tout pour l'entreprise », du « libérons les énergies » c'est-à-dire la rapacité sans vergogne des actionnaires. Seule compte la rentabilité immédiate de leur rente capitaliste, sans égard pour les victimes de leurs décisions purement intéressées, sans égard pour l'intérêt général, sans égard pour la planète et les générations futures.

Il est pleinement revenu le temps où les scandales financiers, industriels et environnementaux feraient florès sans les moyens du contrôle public. C'est également cela la libération des énergies vantées par ce gouvernement ? S'il a instauré le « droit à l'erreur », c'est presque à croire que c'est pour commencer par couvrir les « oublis » de certains de ses membres dont il n'est pas question de remettre en cause la « bonne foi » mais dont on « regrette » le départ. L'exemplarité ne vaut elle pas pour ces gens-là ?

Et « pendant ce temps là », on durcit les conditions de l'accès des demandeuses et demandeurs d'emploi à l'obole des allocations chômage. Et « pendant ce temps là », nous nous souvenons que le nouveau secrétaire d'État aux retraites, cadre RH de chez Auchan avait, en 2002, mis à pied une employée de l'hypermarché de Béthune accusée par la direction d'une erreur de commande de 80 centimes d'euros et « un pain au chocolat cramé donné à une personne »... **Nous ne vivons pas dans le même monde.**

Et ce sont les mêmes qui réduisent les droits et garanties des salarié.e.s avec les lois Travail ou de transformation de la Fonction Publique. Corvéables à merci, c'est ainsi que salarié.e.s du public ou du privé sont aujourd'hui considéré.e.s par ces chantres d'un libéralisme fait de libéralités pour ces gens là et de sanctions, d'autoritarisme, d'astreintes et pénibilités, de précarités subies par le plus grand nombre, celles et ceux qui ne peuvent vivre que d'un travail. Ce sont les mêmes qui détruisent nos biens communs pour en tirer profit sur notre dos, services privatisés, fonds de pension : même rapacité.

Il nous appartient de dire NON !



Il nous appartient de dire NON !

Pourtant rien ne nous oblige à accepter cet ordre libéral. Nous pouvons même renouer avec l'esprit hérité de l'après 1945, un temps où le patronat avait tout intérêt à se faire oublier... Comme le rappelle une analyse produite par le comité de mobilisation de la Direction générale de l'Insee, pour financer les retraites, depuis la fin du second conflit mondial, il n'y a pas eu besoin de travailler plus.

Au contraire, le temps de travail s'est nettement réduit : en quarante ans, la durée annuelle du travail a diminué de 350 heures en moyenne. Rappelons nous qu'en deux siècles, un.e salarié.e travaille deux fois moins en produisant 16 fois plus ! En 1970, la pauvreté touchait une personne sur trois dans les ménages de retraités. En 2017, elle touche moins d'un retraité sur dix.

C'est cette tendance que menace la retraite à points, c'est cette tendance qu'elle va inverser en obligeant à travailler plus alors que l'espérance de vie en bonne santé plafonne depuis dix ans autour de 64 ans pour les femmes et 63 ans pour les hommes. 3% de déficit public utilisé contre les services publics, 13,8% contre nos retraites, quel autre chiffre magique les pouvoirs publics et les intérêts qu'ils servent aujourd'hui vont-ils nous sortir du chapeau ?

Alors la nouvelle année sera ce que nous saurons en faire, collectivement c'est à dire également individuellement, chacune et chacun d'entre nous. Elle sera ce que nous avons commencé à en faire notamment en cette fin d'année 2019.



alors sachons l'imposer !



Nous vous souhaitons de passer des fêtes de fin d'année qui vous permettent de vous ressourcer en famille, entre ami.e.s, entre compagnes et compagnons de lutte, pour engager la nouvelle année sous des auspices prometteurs et solidaires.



Solidaires Finances suggère à celles et ceux qui ne l'on pas encore vu de regarder « La sociale ». Ce film est d'une actualité absolue. Tout y est dit sur la construction et la réalité de notre système de sécurité sociale, des attaques qu'il subit depuis sa naissance (patronat, gouvernements) et de ce qu'est la SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE.

On comprend mieux après l'avoir vu le sens de la remise en cause du régime de Retraite par répartition et pourquoi vouloir instaurer au forceps un régime à points qui vise à déposséder les salarié.e.s, les retraité.e.s de leur propre système, de sa gestion, des décisions, NOUSconcerne toutes et tous